



Bulletin spécial Syndicalisme de combat!

AGEN
(Association
Générale des étu-
diants de Nanterre)

agenparis10@
hotmail.com

Nanterre, Décembre 2011

LOCAL F307

Actualité internationale:

L'impérialisme c'est la dictature du capital et la guerre.

Soulèvements en Tunisie, Egypte, Syrie; Grève générale au Sénégal (« yen a mar ») et à Mayote (« mabawas »), révoltes au Chili, en Angleterre, Indignés en Espagne et à wall street, le peuple grec à bout de nerf... Inutile de détailler ces luttes pour comprendre que 2011 est un tournant pour ceux qui décident de ne pas courber l'échine face à une poignée de nantis. Allant parfois jusqu'à faire tomber des têtes de régimes soumis à l'impérialisme depuis des décennies comme en Egypte ou en Tunisie, c'est maintenant tout un système que les masses doivent faire tomber. En 2011 nous avons dénombré 1300 soulèvements contre 500 en 2010*(selon Alain Bertho, sociologue à Paris 8). Est-ce un simple élan de liberté ou les contradictions exacerbées d'un système mondiale injuste et malade? Doit-on sauver le capitalisme à coup de milliards de dollars en faisant payer les peuples ou l'achever et construire une autre société?... *La suite Page 2*

- | | |
|---|-----------|
| 1- Lybie et Côte d'Ivoire: Libération ou triomphe de l'impérialisme. | <i>P2</i> |
| 2- Grèce: Quand la dictature du capital éclate au grand jour. | <i>P3</i> |
| 3- Pourquoi les indignés sont-ils marginaux en France? | <i>P3</i> |
| 4- Pourquoi doit-on soutenir le mouvement du « 20 février » au Maroc? | <i>P5</i> |

Luttes universitaires:

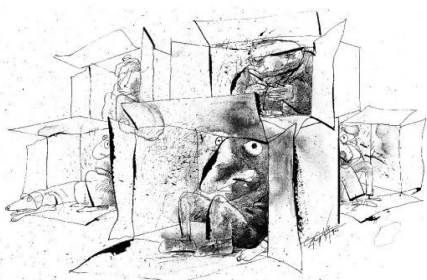
Motion pour la défense des étudiants salariés. Page 6

Pour un front contre l'austérité et la privatisation!

La trêve hivernale n'existe pas pour les étudiants!

Signez la pétition contre la précarité en logement social étudiant!

Signé par l'ARENE, l'AGEN, la FSE, l'AGET, JCML, Jeudi noir. **Page 7**



Place Tahir,

Egypte,

Novembre
2011.



Révolte et
grève des
mabawas
contre la vie
chère,

Mayotte,

Décembre
2011.

La campagne présidentielle en France tentera coûte que coûte de nous vendre un autre visage à la crise et à l'austérité, tout en continuant d'exporter la soi-disant « démocratie » à coup de bombe. Pour notre part nous affirmons qu'il existe une autre alternative pour les peuples. Mais commençons par comprendre l'actualité.

1- Deux guerres sans la moindre réaction. Lybie et Côte d'Ivoire: libération ou triomphe de l'impérialisme?

L'intervention de l'armée française, accordée par la droite comme par la « gauche », pour soutenir le CNT en Lybie (Conseil National de Transition, que l'on savait composé d'anciens membres du régime) est l'un des derniers crimes de l'Etat français pour s'accaparer de nouvelles ressources et asseoir sa domination en Afrique.

De même en Côte d'Ivoire, en Avril 2011, l'armée française, sous mandats de l'ONU, bombardait la maison présidentielle de Gbagbo et prenait le contrôle du port (détenu par Bouygues), s'assurant ainsi du ravitaillement en cacao pour les fêtes de Pâques. L'ordre capitaliste/impérialiste pouvait enfin poser sur le trône A. Ouattara, un servant apôtre du FMI qui assurera le pillage du pays sans déranger ses maîtres.

Le capitalisme en crise est un capitalisme agonisant. Poussés par la concurrence, les monopoles ont sans cesse besoin de trouver de nouveaux marchés* (voir Lénine *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*). Pour surmonter cette crise les Etats cherchent à se repartager le monde pour débloquer de nouveaux marchés, en premier lieu ceux des armes et du pétrole (par la guerre, l'occupation, ou simplement l'investissement), c'est ce que l'on appelle l'impérialisme.

En se dotant de l'image de « libérateurs contre les tyrans » les Etats impérialistes comme la France ne font que reproduire les schémas du passé: la colonisation au nom de la civilisation. Ainsi ils se donnent un visage acceptable pour justifier la guerre, le pillage, l'occupation et présenter la démocratie libérale comme la seule alternative. En réalité les régimes renversés étaient et resteront à la solde des pays impérialistes comme la France ou les USA. Par une intervention armée ou par le soutien aux révoltes, nos dirigeants cherchent simplement à maintenir leur main mise sur les richesses de ces pays. Il ne peut y avoir pour ces peuples de démocratie ou de révolution sans une libération du joug néocolonial. Un syndicaliste de Sidi Bouzid en Tunisie n'aura aucune chance dans des élections soi-disant démocratiques face à la grande bourgeoisie monopoliste, que sont les partis islamistes tel que « ennahda », ce sont les nouveaux alliés du capitalisme mondial et des impérialistes.

Certes ces régimes précédents étaient de la pire espèce (bourgeoisie bureaucratique corrompu) mais l'ingérence et la guerre impérialiste ne peut pas sauver les peuples. En plaçant des pantins (qu'ils soient d'ailleurs islamistes, sociaux démocrates, ou des dictateurs sanguinaires) au service de nos intérêts capitalistes et impérialistes, ces interventions ne peuvent que maintenir ces pays et ces peuples dans une situation d'exploitation et de domination économique. Ces interventions brisent en réalité les processus révolutionnaires et le choix des peuples à décider de leur avenir. Par ailleurs la soumission et le pillage éclatent aussi au grand jour ici.



2- Grèce: Quand la dictature du capital est démasquée.

La Grèce est l'exemple d'un pays spolié, l'exemple d'un peuple mis à genoux par l'impérialisme, au sein même de la soi-disant « civilisation modèle: dite démocratique et libérale". Les Grecs se considèrent eux même comme étant dans un pays dominé au sein de l'Union Européenne. Ils ne possèdent en fait que 25% de leur économie. Sous le dictat des marchés (FMI, BCE) et des bourgeoisies européennes, l'austérité est imposée: baisse des salaires (-25%) et des allocations, taxes supplémentaires, démolition de la sécurité sociale et des traites, précarisation généralisée du salariat, privatisation des secteurs publics rentables. Le peuple grec doit payer de sa poche le renflouement des banques par l'Union Européenne, en



échange de l'annulation d'une partie de sa dette. Quoi de mieux pour la classe possédante au pouvoir, que de sauver son système en crise, en faisant payer les travailleurs et en détruisant au passage ses acquis obtenus de hautes luttes? Et lorsque un référendum est proposé, on crie à l'inconscience... La bourgeoisie impérialiste Européenne a déjà tranché, pris de panique quand on s'adresse au peuple, elle s'oppose fermement au référendum et préfère remplacer le gouvernement de Papandréou par un gouvernement de coalition nationale incluant l'extrême droite. La dictature du capital éclate au grand jour... La démocratie bourgeoise n'existe que tant que ses intérêts capitaliste sont assurés. Quand sa domination vacille, elle a recours au fascisme.

Sur l'austérité, un scénario similaire se propage en réalité dans tous les pays. La dette n'est qu'un prétexte pour assouvir la faim du capitalisme le plus nauséabond. Nous devons apporter une réponse à la hauteur de l'attaque: Les peuples n'ont pas à payer une dette dont ils ne sont pas responsables, ils doivent s'unir contre les plans d'austérité, et réclamer ce qui leur est dû: le travail, la protection sociale, la santé et l'enseignement pour tous. En sommes la justice sociale. Des mouvements naissent déjà de toute part.

3- Pourquoi les indignés sont-ils la représentation des illusions de la démocratie bourgeoise? Y a t-il une continuité entre les indignés et les soulèvements dans les pays arabes?

Les indignés sont à des années lumières de l'état de la lutte des classes en France. Ce qui était une bonne nouvelle en Espagne et à Wall street ne peut se reproduire à l'identique en France. Nous avons déjà connu plusieurs luttes et révoltes: le CPE et les révoltes des quartiers en 2005, contre la privatisation de l'enseignement en 2007, Villiers le Bel, etc... Plus de 2 millions de personnes étaient encore dans la rue en Septembre



2010 contre la réforme des retraites et de manière plus large contre la destruction des acquis sociaux. Ce mouvement ne peut se développer sans prendre acte et tirer leçon des mouvements précédents. Certes les indignés naissent de la trahison des directions syndicales qui étouffent les espoirs populaires en ne proposant que des grèves sporadiques d'une journée, et ils tirent leurs revendications du fait que les partis qui dominent le champ politique ne présentent pas une alternative. Mais ils agissent en réalité par un mimétisme idéalisé des soulèvements dans les pays arabes qui sont venus à bout de Ben Ali et Moubarak.

DEUX ILLUSIONS:

Premièrement en réclamant une « constituante »: les indignés nient la structure de classe du système et le fait que la classe qui détient le pouvoir ne lâchera pas gratuitement ses intérêts. Lénine avait critiqué ce slogan lorsqu'il n'était pas lié aux conditions de sa réalisation. Dans son encadrement des slogans tactiques de la révolution de 1905:

« les gens de l'Osvobodjénié... Ces derniers, font des phrases sur l'Assemblée « constituante » et ferment pudiquement les yeux sur le fait que la force et le pouvoir restent entre les mains du tsar; ils oublient que pour « constituer », il faut la force pour constituer,»

et il ajoute ailleurs qu' *« aussi longtemps que le pouvoir restera entre les mains du tsar, toutes les décisions de tous les représentants, quels qu'ils soient, se réduiront à des bavardages aussi creux et aussi pitoyables... »* * (Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Lénine)



Les indignés à la Défense...

En gardant cette revendication les indignés ne peuvent que se faire voler la constituante par la bourgeoisie au pouvoir qui se dotera pour un temps d'un nouveau visage humain. Il s'agit en conséquence d'un mouvement réformiste qui attend des autorités en place une refonte du système.

Dans les pays arabes, l'idée de réforme constitutionnelle et de « constituante » est prônée par une frange du mouvement: la grande bourgeoisie (« monopoliste » de l'agro alimentaire, du pétrole et les islamistes) et la petite bourgeoisie libérale. Leurs intérêts sont rentrés en contradiction avec les dictateurs qui monopolisaient l'économie (lire l'analyse du mouvement 20 février au Maroc). Ils aspirent à un modèle économique calqué sur le nôtre et c'est pour cela qu'ils sont soutenus par nos dirigeants. Par ailleurs les revendications sociales du peuple Egyptien ou Tunisien ont été écartés (interdiction du droit de grève par le régime militaire) ce qui explique que le combat continue dans ces pays.

C'est cette même frange bourgeoise du mouvement dans les pays arabes qui défend l'idée de non violence et de « transition pacifiste » avec à leur tête les islamistes.

Deuxièmement l'idée de non violence et de « révolution Facebook »:

Ces idées sont véhiculées ici par ceux qui n'ont pas intérêt à la révolution. Ils dénaturent la réalité des soulèvements dans les pays arabes. Ces soulèvements (comme ici) sont le fruit de l'intensification des contradictions de classes, ils sont l'aboutissement de nombreuses luttes, qui ont démarré, pour la Tunisie par exemple, dans le bassin minier autour de Sidi Bouzid (licenciement, chômage, grève et révolte de la population). Le travail, la faim, la misère et le manque de droits syndicaux et politiques sont les raisons premières de ces révoltes populaires. Internet et les réseaux sociaux ne sont que de nouveaux outils qu'il n'est par ailleurs pas nécessaire de nier.



Ci dessus, banderole à l'université de Nanterre. A gauche les lycéens ayant rejoint les travailleurs à Saint Nazaire. Octobre 2010)



Toute initiative populaire et progressiste est bonne à prendre. Nous sommes pour la création de comités populaires de luttes et pour l'unité à la base qui n'oublie pas la question sociale, seul gage pour avoir l'appui des masses. Mais nous pensons que sans un front et un parti révolutionnaire il est impossible de faire la révolution.

4- Pourquoi doit-on soutenir le mouvement révolutionnaires au Maroc et ses prisonniers ? Une autre issue est possible.

De même que dans les autres pays arabes, le Maroc a connu ces dernières années une intensification des luttes de classes, révoltes dans les universités en 2008 et 2010, révolte des chômeurs et blocage du port à Sidi-Ifni en 2009, etc. Le mouvement du 20 février 2011 est le plus grand mouvement qu'ait connu le Maroc depuis les années 70. Il est composé d'une frange petite bourgeoise et libérale qui réclame une nouvelle constitution sans toucher au roi. Mais ce mouvement est également composé d'une frange révolutionnaire qui propose une alternative anti capitaliste et anti impérialiste. Pour ces militants il n'existe pas de liberté réelle sans l'accès au travail, aux soins et à l'éducation pour tous... Ce sont des militants communistes (marxiste léniniste maoïste) qui se battent pour une révolution de nouvelle démocratie* (voir Mao, *La révolution de nouvelle démocratie*) c'est à dire débarrassée du joug néocolonial et de la domination des intérêts impérialistes (notamment de la France), ils sont pour une révolution socialiste. Ils sont présents et luttent au sein de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants du Maroc) et de l'UCDM (Union des Chômeurs Diplômés du Maroc) qui représentent deux des organisations les plus actives dans le mouvement. Le caractère réellement révolutionnaire de ce mouvement explique en partie le black out médiatique sur le Maroc et pourquoi nos dirigeants soutiennent le roi Mohamed VI en le faisant passer pour un « bon roi », qui reste cependant la 7ème richesse du monde et un célèbre tortionnaire dans son pays...



Soutenir les luttes en Afrique et dans le monde est certes important mais c'est aussi ici, au cœur de la bête impérialiste que nous devons lutter. Pour nous il existe 4 axes pour développer le mouvement en France:

Développer l'unité à la base en créant des comités de luttes.

Porter la question sociale et politique au sein des mouvements.

Développer la solidarité internationale des peuples contre l'impérialisme et ses valets.

Poser la question de la révolution comme seule alternative possible.

A bas l'impérialisme et ses valets!

Vive la solidarité internationale des peuples!

Une seule alternative: la révolution!

Affiche et photos du mouvement du 20 février, Maroc.



L'AGEN en lutte contre la précarité

L'actuel processus de privatisation des universités renforcé par la loi n°2007-1199 relative aux libertés et responsabilités des universités (loi LRU) détruit les maigres acquis de l'université publique. Les établissements d'enseignements supérieurs sont dorénavant livrés à eux-mêmes. Dans un climat de concurrence à outrance, ils doivent s'autofinancer pour continuer à exister et rester « attractifs ». Les fonds publics, si précieux aux universités, sont alloués sous condition. En effet, le gouvernement finance que si ces dernières trouvent des partenariats avec les entreprises. (Dans le jargon de la ministre Pécresse, quelques universités réunies dans des regroupements d'excellence, nommés IDEX ou LABEX, sont financés s'ils acceptent les critères patronaux et l'ouverture au « marché de la connaissance »). A l'université de Nanterre, anciennement Paris X, le choix du partenaire est d'ores et déjà fait, il s'agit du quartier d'affaire de la Défense. Notre université a été rebaptisée à cet effet « Paris Ouest Nanterre La Défense ». Ce sont les critères du « monde des affaires » qui s'imposent comme norme, alors que ces critères conduisent au désastre économique et à la destruction des droits. La mesure anglaise qui prévoit des inscriptions à 9000€ va-t-elle être appliquée en France ? Les « nouveaux maîtres » de l'université l'envisagent déjà. Face à ces lourdes menaces qui pèsent sur les étudiants des milieux populaires, l'AGEN appelle à la défense des acquis sociaux étudiants et dénonce le processus de privation actuellement en cours.

Les élections des conseils d'UFR des 15 et 16 février 2011 derniers ont donné 9 sièges à l'AGEN (5 sièges en LLPHI, 3 siège en SSA et 1 siège en DSP).

L'AGEN tient à remercier l'ensemble des étudiants qui lui ont accordé une confiance qu'elle saura honorer. D'autre part, nous tenons à réaffirmer notre engagement en faveur des étudiants les plus en difficulté, ceux des milieux populaires et des classes moyennes, dans une université qui broie leur droit d'année en année. C'est dans cette optique de lutte que l'AGEN, qui s'inscrit dans un syndicalisme de combat, entend faire entendre la voix de plus en plus criante des étudiants salariés à travers une motion que ses élu(e)s déposeront et défendront dans les conseils.

Motion de l'AGEN

Dans un contexte de précarité qui oblige plus de 60% des étudiants à se salarier, la majorité d'entre eux sont en échec à l'université et c'est un regrettable constat qui témoigne de la crise de l'institution universitaire à l'échelle nationale. Les bourses ne suffisent plus, pour se loger, se nourrir et simplement étudier dans de bonnes conditions.

Face à cela, par manque de courage politique et par fuite de leur responsabilités, les autorités de notre université sont défaillantes et ne répondent en aucun cas aux difficultés des étudiants salariés. Leur seule réponse est qu'il s'agit d'un simple problème pédagogique dont la démocratisation de l'université est l'une des causes. Nous pensons au contraire qu'il s'agit là d'un problème économique et social dont l'une des solutions est le retour du financement public des universités pour leur assurer une complète indépendance vis-à-vis des intérêts privés, qui s'imposent à elles aujourd'hui par loi LRU. C'est en ce sens que les conseils doivent réaffirmer leurs priorités ; soit ils considèrent primordiale la réussite des étudiants et ils se donnent les moyens d'y arriver, soit ils continuent dans leur politique de rentabilité et dans ce cas ils accompagnent la destruction de nos droits à l'université et notre échec. Les UFR doivent se rendre compte de la dure réalité sociale qui frappe les étudiants et les expose à l'échec, en premier lieu ceux des milieux populaires et des classes moyennes, c'est pourquoi l'AGEN propose que :

1. **Les étudiants salariés soient prioritaires lors des inscriptions pédagogiques.** En effet, ils doivent être prioritaires pour le choix de leur emploi du temps.
2. **Le retour des cours du soir** (soit des cours qui s'étalent de 17h30 à 19h30 puis de 19h30 à 21h30). Les cours du soir avaient permis à de nombreux étudiants salariés d'assister à leurs TD en dépit de leur activité professionnelle.
3. **Que les étudiants (salariés ou non) puissent passer en contrôle terminal toutes les matières de leur choix.** Ce qui implique nécessairement la mise en ligne des cours.
4. **Que les autorités de l'université se prononcent pour l'augmentation massive du nombre de bourse et de leurs montants.**

Enfin, nous appelons l'ensemble des conseils, responsables administratifs, corps enseignants et représentants étudiants à assumer leurs responsabilités, à faire preuve de bons sens et à se prononcer en faveur de cette motion, qui est d'une absolue nécessité aux étudiants salariés.

Les conséquences actuelles de la LRU et des « réformes Pécresse ».

- L'Etat a annoncé ce mois-ci que 7 universités étaient en déficit et mis sous « tutelle » c'est à dire que ces universités sont dans le rouge et vont devoir réduire leur masse salariale (suppression de poste). Les statuts des employés et chargés de TD sont alors précarisés et des postes sont supprimés alors même que les demandes d'inscriptions augmentent. Par ailleurs les filières « non rentables » comme lettres vont être supprimées et remplacées par des filières sélectives et payantes.
- Comme nous l'avions prédit lors des grèves de 2007 et 2009 contre la LRU, les privatisations se répercutent directement sur les étudiants et notre accès aux études: augmentation des frais d'inscriptions, recours aux empreintes bancaires pour financer nos études (avec l'incertitude de pouvoir rembourser plus tard), abandon des CROUS par l'Etat (voir P7).

Fac ouverte aux enfants d'ouvriers et d'immigrés! Fac fermée aux intérêts privés!

Pour un front contre l'austérité et la privatisation!

La trêve hivernale n'existe pas pour les étudiants!

Signez la pétition contre la précarité en logement social étudiant!

Chaque année, le 1er novembre, c'est la trêve hivernale. Les expulsions locatives sont illégales jusqu'au 15 mars de l'année suivante. Cette loi inscrite dans le Code de la construction et de l'habitation sert de protection provisoire pour des millions de mal logés. Elle signifie qu'expulser est un acte barbare et inhumain, surtout en hiver.

Ce qu'on nomme pompeusement la "loi républicaine" est censée être la même pour tous. Pourtant la trêve hivernale ne s'applique pas pour les étudiants. C'est un scandale et une injustice que le CROUS qui gère le logement social puisse expulser en toute impunité des étudiants en difficulté de paiement. Nous refusons cette politique de rentabilité, due à la privatisation*, qui attaque les étudiants les plus défavorisés.

Etant donné que les droits des étudiants résidant en Cité Universitaire dite « traditionnelle » sont bafoués (expulsions par démagnétisation des badges, impossibilité pour certains étudiants d'avoir un garant, retenue des APL/ALS par le CROUS, augmentation de 72% du loyer en 5 ans, manque crucial de places disponibles), nous affirmons qu'il est impossible, pour les étudiants les plus démunis, d'étudier dans une situation de telle précarité. De plus, il est inadmissible que le CROUS ("service social étudiant") puisse à sa guise expulser (exclusion dite "administrative") de leurs logements des étudiants en pleine hiver, comme il l'a fait en janvier 2011 pour une vingtaine de résidents (une lutte leur avait permis de retrouver leurs logements mais sans aucune garantie). Ces chambres sont pour certains leur seul logement de fait.



C'est pourquoi nous demandons:

- 1- Le respect de la trêve hivernale et l'interdiction d'expulser arbitrairement des résidents en démagnétisant leurs badges.
- 2- Le versement des APL/ALS directement aux résidents.
- 3- Le retour du loca pass.
- 4- Le gel du prix des loyers.
- 5- Un plan pour la construction massive de logements sociaux étudiants (et/ou la réquisition de logements vides).

L'ARENE (Association des résidents de Nanterre qui mène le combat contre les expulsions depuis sa création en 1997) appelle les étudiants à rejoindre ce combat et à signer cette pétition, mais également toutes les personnes soucieuses de justice sociale et d'égalité.

Cette pétition n'est qu'une étape pour faire valoir nos droits. Par ailleurs nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes en cours pour le droit au logement.

*Les CROUS, comme les universités, doivent désormais gérer leurs propres budgets, les loyers ont en conséquence augmenté de 72% en cinq ans à Nanterre. Cette année, 21 sur 28 CROUS ont connu des baisses de leurs subventions.

Un toit est un droit légitime. La solidarité est notre arme!

Premiers signataires : ARENE (Association des REsidents de NanterrE), AGEN (Association Générale des Etudiants de NanterrE), AGET (Association Générale des Étudiants de Toulouse), FSE (Fédération Syndicale Etudiante), Jeudi

Noir .



Documents disponibles aux tables de l'AGEN ou du comité Anti Impérialiste:

- Brochure: Sur le mouvement du « 20 février » et les révolutionnaires au Maroc, novembre 2011, *édité par le comité anti impérialiste, l'AGEN et Coup pour coup 31.*
- Analyse du mouvement du « 20 février » par la Voix Démocratique Basiste (*Marocains*).
- Brochure: Tunisie, vive l'intifada populaire, Mars 2011, *édité par l'AGEN.*
- Elie Domota, Déclaration du LKP après la visite de Sarkozy en Guadeloupe, 08/01/2011.
- Thomas Sankara, Discours sur la dette, 1987, Burkina Fasso (un discours plus que d'actualité).
- Résistance et lutte armée aux Antilles-Guyane, chronologie et fragment d'une histoire occultée.
- Brochure sur le Black Panther Party.
- Arundathi Roy, Walking with the comrades, 2009, récit de sa marche avec la guérilla Naxalite en Inde. Et Interview sur le mouvement actuel en Inde, 2011.
- Brochure de la campagne de solidarité avec les victimes de la guerre anti-insurrectionnelle aux Philippines.
- Déclaration de l'UGTG (Guadeloupe) suite au congrès des élus, 07 Novembre 2011.

RETROUVEZ LES MILITANTS DE L'AGEN:

Le LUNDI à 12h30 au Local de l'AGEN:
Local F307, 3ème étage, bâtiment F de droit.

Retrouvez nous également sur le blog:
Agen-nanterre.overblog.com

REJOIGNEZ LE COMITE ANTI-IMPERIALISTE DE NANTERRE!

REUNION: Le lundi à 18H au
local F307.

Anti.impérialiste@gmail.com



L'ordre et la morale, Kassovitz. Ce film retrace l'histoire vraie des kanaks qui luttèrent pour leur indépendance contre le colonialisme français. Il s'agit d'une fiction d'actualité car le peuple kanak réclame en ce moment l'indépendance de la Kanaky (Nouvelle Calédonie), pour 2014!



Peinture de C. Tillon retraçant la première grève des (femmes) ouvrières de la Sardine (ici en coiffe traditionnelle), Bretagne, 1926.



Georges Abdallah est un prisonnier politique détenu depuis 28 ans dans les prisons françaises!

Ce militant communiste arabe est détenu en France depuis 1984 pour son engagement, il est libérable depuis 11 ans! Il est maintenu en prison grâce à la loi de rétention de sûreté (Dati, 25/02/08) car il refuse de renier son engagement. Il a combattu dans les rangs du Front Populaire pour la Libération de la Palestine contre les sionistes et leurs collaborateurs libanais. Puis dans les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) où il fut accusé par la DST d'être impliqué dans l'assassinat d'un haut responsable Etats-Unien et Sioniste en France.

Libération immédiate de George Abdallah !